

La révolte nécessaire

Militant Quart Monde, **CHARLES BLOND** s'est engagé dans la politique.

L'auteur témoigne ici de son expérience d' élu municipal dans une ville de la région parisienne.

Interview réalisée par Anne-Marie Zaïdi

Anne-Marie Zaïdi : *Comment avez-vous connu le Mouvement ATD Quart Monde ?*

Charles Blond : ATD Quart Monde, c'est quelque chose que j'ai connu dans mon adolescence et donc c'est quelque chose qui est très prégnant chez moi. En plus, je l'ai connu parce que j'habitais dans un logement d'urgence, c'est-à-dire quelque chose qui était un déni au droit au logement. J'ai baigné très jeune dans mes engagements de citoyenneté, notamment au moment des élections européennes en 1979. ATD Quart Monde m'a amené à l'idée qu'il fallait travailler, être discipliné et être compétent.

Quand je suis arrivé à Élancourt en 1985, j'ai commencé à m'intéresser à la vie de la résidence où j'habitais et dont je suis devenu syndic en 1988. Tout cela m'a amené à faire la connaissance des acteurs politiques locaux, notamment l'un d'eux qui allait m'aider au niveau des situations de logements. Et là, j'ai eu une opportunité de figurer sur une liste de candidats aux élections municipales par le biais d'un collègue de travail qui me l'a proposé. Je travaillais dans l'informatique. J'avais des exigences... De là, mon engagement au côté des gens du voyage.

Je me disais : « *C'est important qu'il y ait quelqu'un qui porte leurs exigences, leurs demandes, leurs besoins... et je ne voyais pas qui que ce soit d'autre que moi pour porter ces choses-là. Alors, je les ai portées.* »

A.-M. Z. : *Vous avez donc agi dans le domaine social ?*

Ch. B. : Par rapport aux responsabilités qui m'ont été dévolues, c'est-à-dire le logement social, j'ai voulu privilégier l'urgence et les situations de misère. Je me suis trouvé parfois en face de mères

isolées qui couchaient dans leur voiture avec des enfants. J'ai alors pensé qu'il fallait tout faire pour dénouer le problème sur le champ. Une fois, je me suis trouvé face à une maman qui arrivait à ma permanence avec ses deux enfants et il était 23 h. Elle m'a dit : *« Je suis à bout, je ne sais plus quoi faire, je n'ai plus où dormir ! »* Je lui ai dit : *« C'est très bien, vous vous êtes adressée à la bonne porte ! »* et j'ai appelé – à cette époque-là c'était le commissariat de police – : *« Vous devez les amener à l'hôtel social de Versailles et moi, sous 48 heures, je leur aurai trouvé une solution de logement. »* Avec mon collègue, on avait mis en œuvre, dans l'ancienne mairie, des hébergements d'urgence. Il y avait des modules où on pouvait mettre des familles sur une ou deux pièces principales, il y avait des pièces communes et il y avait un accompagnement. C'était la mise en œuvre sous 48h. Je voulais reprendre les gens que j'avais pu placer à l'hôtel social à Versailles. Après l'opportunité des logements d'urgence, on a promu les logements-relais. On a imaginé des logements dans le parc élancourtois avec la garantie de paiement du loyer par la mairie, pour des durées qui pouvaient aller de six mois à un an. Au-delà, j'ai voulu mettre en œuvre des plans d'urgence avec la circonscription sociale. Avant, les gens de la circonscription sociale se pointaient chez les familles pour leur dire : *« Vous n'avez pas fait ce qu'il fallait... Vous n'êtes pas des gens bien... etc. »* Je leur ai dit : *« Ces gens-là, vous allez les suivre, vous allez vous mettre à leur disposition. »* J'ai convoqué la responsable de la circonscription sociale dans mon bureau et je lui ai dit : *« Je ne veux plus de travailleurs sociaux qui donnent des leçons. J'ai besoin de régler des problèmes ! »*

A-M. Z. : *Comment ces travailleurs sociaux vous ont-ils suivi ?*

Ch. B. : J'ai eu de très bons travailleurs sociaux. La plupart étaient des femmes. J'ai voulu faire autour des hébergements d'urgence des *task force*. Autrement dit, mettre une équipe pluridisciplinaire pour régler les problèmes de santé, les problèmes de logement, les problèmes de travail, les problèmes de dignité. Il faut que les mères de famille retrouvent la considération d'elles-mêmes... parce que ça commence par là !

J'ai vu une femme arriver..., elle était... « clocharde ». Au bout de trois mois, je ne la reconnaissais plus dans la rue. Elle est rentrée dans un logement-relais, et au bout de six mois, elle a trouvé un logement social. Et c'est une femme que j'ai retrouvée trois ans après, qui m'est tombée dans les bras, sur le quai du métro. Et qui m'a remercié. Et là, j'ai pleuré.

L'idée, c'est de dire : il y a des gens qui sont dans des situations d'urgence, il faut que toute la collectivité se mette autour... Comme si on avait une plaie quelque part, on va faire un garrot, on va désinfecter... On va tout entreprendre pour guérir la plaie.

A-M. Z. : *Ce collègue élu, avec qui vous avez travaillé, connaissait donc la misère ?*

Ch. B. : C'est un catho de gauche. Il a une grande humanité parce que prof de maths dans un lycée d'enseignement professionnel, il

suit beaucoup les jeunes, leurs détresses et aussi celles des gens... Il s'occupait du logement social avant moi.

A-M. Z. : *Faire des groupes, cela signifie-t-il mobiliser tous les acteurs concernés : la famille et tous les acteurs autour ?*

Ch. B. : Oui, la famille et le travailleur social, l' élu et deux ou trois accompagnants qui font partie de l'hébergement d'urgence ou pas. À l'époque où j'ai été élu, il y avait beaucoup de femmes qui travaillaient dans l'alphabétisation, dans des choses comme ça... et qui étaient très ouvertes, très sensibles à ce genre de situations. J'ai toujours pu compter sur elles pour accompagner les enfants au centre social, par exemple. L'intéressant, c'était d'avoir un tissu associatif. Je pense que toute commune devrait avoir des logements sociaux, des logements d'urgence, des logements relais... Je me suis aperçu que dans les communes de gauche il y avait souvent cela. À la fin de mon mandat, j'avais une qualité d'engagement des travailleurs sociaux qui était beaucoup plus importante.

Quand j'ai créé l'aire d'accueil pour les gens du voyage, j'ai voulu scolariser les enfants. Alors, j'ai pris ma voiture et je suis allé au milieu de l'aire d'accueil et j'ai demandé le chef. Je lui ai expliqué ce que je voulais faire. Il a compris que je ne lui voulais pas de mal et m'a dit d'aller voir les femmes. Les femmes se sont retrouvées comme étant vecteurs de progrès dans leur communauté parce que c'est elles qui m'ont permis de prendre contact avec les enfants et de pouvoir les scolariser.

Dans un premier temps, cela n'a pas été simple. Les enfants arrivaient à l'école avec des cutters dans les poches... ou des choses comme ça... C'est vrai que ça pouvait paraître un peu exotique, surtout que l'école était située dans un quartier bourgeois. La première année n'a pas été toute simple. Autre problème : les enfants étaient mis dans le fond des classes pour faire des dessins. Je me suis rapproché de quelqu'un qui faisait de l'enseignement pour les gens du voyage. Elle a accepté de venir dans cette école et elle a fait une classe pour les gens du voyage, avec des apprentissages adaptés à plusieurs niveaux. Elle avait huit enfants.

A-M. Z. : *Cela continue-t-il encore ?*

Ch. B. : Avec l'aire du voyage, il y a eu une période où la majorité ayant changé, je n'ai plus été en charge de ce dossier. Le maire actuel a voulu déplacer l'aire du voyage au bord d'une voie rapide. Il y a eu une enquête d'utilité publique... En fait c'était une opération de communication pour dire : « *Vous n'aurez plus de gens du voyage sous vos fenêtres, on va les mettre au fin fond de la Nouvelle Guinée...* » Il y a un commissaire du gouvernement qui est passé. Je suis allé le voir et je lui ai dit : « *Monsieur, voilà ce que j'ai fait quand j'étais élu, donc les gens du voyage sont scolarisés à Élanecourt. Si vous les mettez le long d'une voie rapide, il va y avoir des morts et vous aurez ce sang-là sur les mains !* » La personne a été un petit peu remuée... J'ai été poli... mais pas plus. La personne a noté ma réserve et l'aire d'accueil n'a pas bougé à l'heure actuelle.

A-M. Z. : *Vous m'avez dit au téléphone avoir apporté des révoltes...*

Ch. B. : Oui, c'est vrai. C'est quelque chose que j'ai beaucoup entendu dans les Universités populaires d'ATD Quart Monde : la révolte nécessaire. Et je m'en suis servi pendant la durée d'une mandature. Ce n'est pas extraordinaire, mais je sais que j'ai sorti des gens très concrètement du caniveau. Je n'ai pas besoin d'en avoir sorti cent ; si j'en ai fait cinq, ça me suffit, tout va bien. Et le fait d'avoir aussi dit : « *Les gens du voyage ce ne sont pas des sous-hommes, ce ne sont pas des gens qu'il faut mal considérer, ce sont des gens qui sont élanccourtois* ».

A-M. Z. : *Quand on n'est plus dans la majorité, quand on n'est plus dans l'équipe municipale, quel moyen a-t-on pour pouvoir continuer une action, une réflexion, des projets ?*

Ch. B. : Pour moi, c'est assez difficile. Déjà quand j'étais élu, je trouvais que j'avais une tâche assez ardue parce que j'avais un travail un peu itinérant comme prestataire de services en informatique. Il y a eu une période où j'ai été absent pendant neuf mois et où je faisais mes permanences le samedi... Ce n'était pas simple. J'ai fait un apprentissage de la vie politique, locale et nationale, à travers le syndicat de l'agglomération nouvelle de Saint-Quentin en Yvelines (S.A.N.) et le conseil régional, notamment par rapport aux transports publics.

Ensuite j'ai approfondi la réflexion politique à travers les clubs *Convaincre* de Michel Rocard.

Cela m'a appris, entre autres choses, le fonctionnement de l'appareil administratif au niveau de la mairie et du conseil général. Et cela m'a donné la certitude que le logement social était très mal géré en France. Je suis très favorable à la loi Solidarité et renouvellements urbains (SRU) et je pense que les maires qui s'y opposent doivent être sanctionnés au pénal.

A-M. Z. : *Quand vous dites qu'ATD Quart Monde vous a toujours accompagné, pouvez-vous préciser ?*

Ch. B. Le père Joseph Wresinski a dit une phrase qui m'a toujours frappé : « *Qui, mieux que quelqu'un qui est privé de logement peut parler du droit au logement ?* » Et ça, quand on réfléchit, on se rend compte qu'on peut l'extrapoler à tout !

Par le père Joseph, j'ai la conviction que tout le monde vaut le coup, que chacun a une richesse intrinsèque. J'ai été également dans une association qui s'appelle *Alternative à la prison*... Aujourd'hui on stigmatise les gens qui sont délinquants... Moi, je dis qu'il faut stigmatiser ce qui fait que des gens deviennent délinquants.

A-M. Z. : *Vous avez mené un combat impressionnant pour essayer d'obtenir une rue Joseph Wresinski...*

Ch. B. : J'ai mené ce combat dans le même esprit que lorsque j'ai été au côté des gens du voyage. Je voulais que les gens aient quelque chose pour se souvenir de l'action du père Joseph et dire

que l'important, c'est de prendre en considération les droits du plus démuné. La place que j'avais visée au départ est devenue place de l'Europe. Après, j'ai essayé de faire donner ce nom au nouveau collège, puis au lycée, puis à la maison sociale devenue Maison Geneviève de Gaulle.

Je suis resté militant à ATD Quart Monde, même si le fait de ne pas pouvoir m'engager politiquement au nom d'ATD m'ennuie profondément. On devrait pouvoir porter la parole politique d'ATD dans un parti politique. Je suis persuadé que la politique, ça se fait avec des partis politiques. Il y a des besoins fondamentaux dans la société française qui ne sont pas pris en compte. Par exemple : la taille du secrétariat d'État au logement dans le gouvernement est ridicule.

A-M. Z. : *Vous me disiez tout à l'heure qu'à vos yeux, la religion est très importante pour les pauvres et vous faisiez la différence entre les pauvres et les misérables...*

Ch. B. : Oui ! Je crois que tout le monde croit. On peut dire : « *La religion... c'est la religion juive, la religion catholique, la religion musulmane...* » Mais ça peut être aussi dans le sens élargi : tout ce à quoi on croit et qui n'est pas avéré sur le plan scientifique.

Quand je parle de pauvres non misérables, je parle de gens qui vivent dans des situations où ils n'ont pas beaucoup d'argent mais où on leur a transmis des valeurs... Être misérable, c'est être dans une situation où il n'y a pas eu la transmission de valeurs. On ne se rend pas compte qu'à travers les guerres mondiales, ce sont les familles qui ont été brisées..., et donc il n'y a plus eu de transmission. ■